



Arrêtés municipaux

EXTRAIT DU REGISTRE

VIE ASSOCIATIVE

Mise à disposition de salles municipales

Approbation d'une convention d'utilisation avec l'association ACDL

LE MAIRE D'IVRY-SUR-SEINE,

vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 (5°) et L.2144-3,

vu le code général de la propriété des personnes publiques,

vu la délibération du conseil municipal du 21 octobre 2021 portant délégation de pouvoirs du Conseil au Maire,

considérant que l'association ACDL, pour ses besoins, a demandé à la Commune de lui mettre à disposition la salle suivante :

- La Salle des Longs Sillons sise 21, rue Barbès à Ivry-sur-Seine.

vu la convention, ci-annexée,

DECIDE

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention dont la teneur suit :

- co-contractant : L'association ACDL

46 rue Molière 94200 Ivry-sur-Seine

Représentée par Monsieur LIM, son Président.

- objet : Mise à disposition de la salle des Longs Sillons pour les besoins de l'association, selon les modalités figurant dans la convention ci-jointe.

ARTICLE 2 : PRECISE que la présente convention est valable à compter de sa signature jusqu'au 7 juillet 2024, aux jours et heures mentionnés dans la convention ci-jointe.

ARTICLE 3 : DIT que la mise à disposition est consentie par la ville d'Ivry-sur-Seine à l'association ACDL et ce, à titre gratuit.

ARTICLE 4 : RAPPELLE que le co-contractant locataire s'engage, notamment, à respecter le règlement intérieur de la salle municipale, les normes et consignes de sécurité, les règles sanitaires en vigueur, ainsi que l'ensemble des articles de la convention.

ARTICLE 5 : CHARGE la Directrice Générale des Services de la Mairie de l'exécution de la présente décision qui lui sera communiquée.

ARTICLE 6 : AMPLIATION de la présente décision sera adressée après publication au co-contractant.

FAIT EN MAIRIE LE **31 OCT. 2023**

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE **31 OCT. 2023**

RECU EN PREFECTURE

LE **31 OCT. 2023**

PUBLIE PAR VOIE ELECTRONIQUE

LE **31 OCT. 2023**

NOTIFIE

LE

Pour le Maire d'Ivry-sur-Seine
Et par délégation,



Mehadée BERNARD
Adjointe au Maire

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif est de deux mois à compter de la notification et/ou publication de la présente décision.